

Exit....

On ne la reconnaît plus, notre Nouria Benghabrit. On soutenait une ministre attaquée de toutes parts, qui a une vision progressiste de l'éducation nationale, et on se trouve devant une responsable qui tourne le dos au dialogue et à la concertation, base de toute politique. Bien entendu, les choses sont loin d'être simples et limpides et des tas de forces grenouillent dans l'ombre pour remettre en cause jusqu'à la gratuité de l'école, marqueur fort de l'égalité qui est ce credo sacré de la révolution algérienne. On comprend que tout cela la fragilise. Mais la fuite en avant des licenciements ne mènera, on le craint, qu'à la sortie...

A. T.

digoutagesoir@yahoo.fr

Limogeage à l'enseignement supérieur

On apprend de sources sûres que le directeur de l'amélioration du cadre de vie des étudiants de l'animation en milieu universitaire a été relevé de ses fonctions par le ministre de l'Enseignement supérieur. A rappeler que les différents ONOU dépendent de cette structure.



Gaouaoui entraîneur des gardiens ?



Il semblerait que l'entraîneur national Rabah Madjer soit favorable à la nomination de Gaouaoui comme entraîneur des gardiens de but de l'équipe nationale. Mais des indiscretions laissent entendre que le président de la FAF, Zetchi, serait contre cette option.

Un autre livre de Leïla Aslaoui

Un recueil de nouvelles «Raison garder» est paru cette fin de semaine chez Média-Plus de l'auteure Leïla Aslaoui. Il raconte le quotidien difficile des Algériens : bureaucratie, hypocrisie sociale, incivisme... et ce, à travers 11 nouvelles.

Leïla Aslaoui réussira-t-elle à déridier le lecteur ? C'est, en tout cas, son souhait.



Un jour, un sondage



Pensez-vous que Abdelmadjid Sidi Saïd pourra contenir le vent de contestation au sein de l'UGTA ?

☐ OUI ☐ NON ☐ Sans opinion

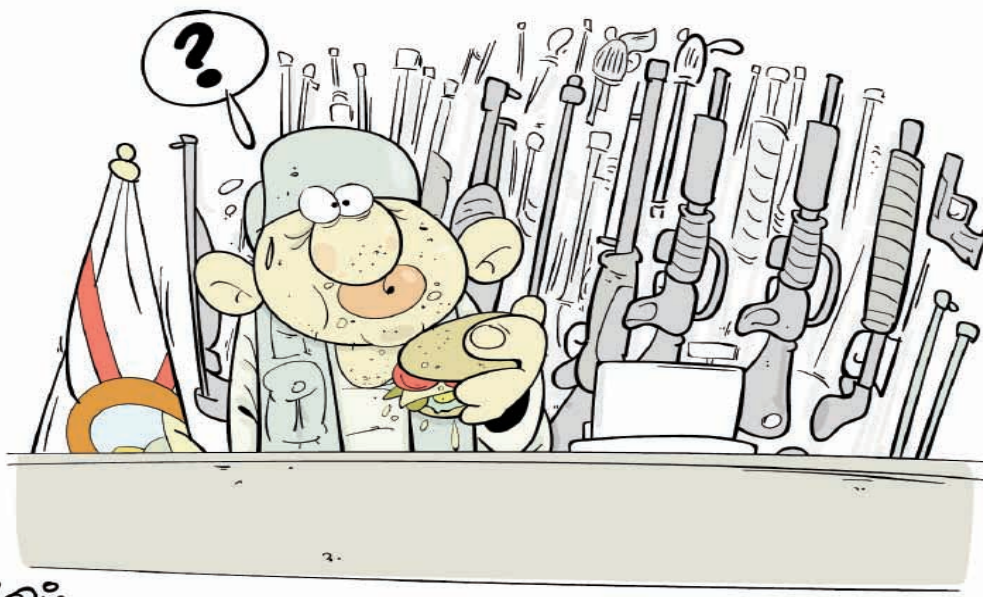
Pensez-vous que la liste officielle des concessionnaires autorisés au montage de véhicules sera connue avant la fin de mars ?

Résultat sondage

Oui :	Non :	S.opinion :
36,64%	50,81%	12,54%

Le dessin de Karim

FUSILLADE AUX USA LE COUPABLE IDENTIFIÉ



Karim

SOIT DIT EN PASSANT

Qui a raison, qui a tort ?

Pourquoi, lorsque l'on veut «moraliser le recours à la contestation», c'est aux grévistes que l'on pense et pas à l'administration qui ne fait jamais le premier pas pour résoudre les problèmes et apaiser les tensions ?

La moralisation sous-entend que l'administration, toujours sur la défensive, se réserve le droit de ponctionner les salaires, de licencier les contestataires ou de choisir parmi eux qui écarte de la place. Aucun d'entre nous n'oserait nier les faits. Dans toutes les spécialités, il y a ceux qui bossent et ceux qui les regardent faire sans renoncer pour autant à la paie. Et si la situa-

tion l'exigeait et qu'il fallait en passer par là pour arracher une augmentation de salaire, ils prendraient même la tête de la contestation.

Ce sont toujours ceux qui en font le moins qui réclament le plus. On m'a toujours expliqué que ce qu'il fallait soutenir en priorité, c'était l'action de protestation engagée pour faire valoir un droit et pas tous les tapages sans lendemain qui s'engagent juste pour aider à faire illusion. Nous voilà donc tous bien énervés même si les raisons de nos irritations diffèrent les unes des autres.

Mes colères sont celles d'une citoyenne ordinaire qui n'aime pas l'al-

lure que prennent les choses là où elle vit. Celles du pouvoir, elles, concernent ces débrayages qu'il n'arrive pas à contenir et dont il se refuse à mesurer la force. Il a renoncé à se servir de la trique pour faire entendre raison aux contestataires, mais il ne cède pas pour autant aux revendications. Il craint de ne plus connaître de répit, s'il lui prenait l'envie pressante de le faire. En attendant, on persiste à rappeler le caractère illégal de la grève et à qualifier les débrayages de tintamarres. Ce n'est pas le meilleur moyen d'apaiser les esprits. Les pouvoirs publics seraient, au contraire, mieux inspirés de contenir leur mépris à l'égard de la contestation,

Par Malika Boussof
malikaboussof@yahoo.fr



en reprochant aux syndicalistes de ne pas cerner les conditions qui prévalent au débrayage et de ne pas mesurer l'impact de la grève sur ceux des lycéens ou des malades, par exemple, dont on estime qu'ils compromettent sérieusement l'avenir.

M. B.